
La promesse de l'émergence : stratégie de légitimation et facteur de résilience autoritaire

Anne-Laure Mahé*¹

¹Université de Montréal – Canada

Résumé

La notion d'émergence occupe aujourd'hui une place prépondérante au sein des discours sur le développement tenus par les organisations internationales et les décideurs africains. Se substituant au terme de " pays en voie de développement ", l'émergence est aujourd'hui le but poursuivi par nombre de gouvernements du continent, bien davantage que le développement lui-même. Le Cameroun a ainsi mis en place un programme visant à atteindre l'émergence en 2035, le Tchad a fait de même pour l'année 2025, tandis que le Rwanda et la Guinée Équatoriale ont tous deux lancé des programmes intitulés " Vision 2020 ". Ces programmes bénéficient souvent de l'appui financier des grandes organisations internationales, et ils sont même parfois élaborés par des consultants étrangers (Dimé et Ba 2016 ; Nubukpo et Samuel 2017). Phénomène récent, le discours sur l'émergence fait l'objet de peu de recherches à l'heure actuelle, malgré son omniprésence. Cette présentation propose donc d'analyser ce discours sous le prisme dans son rapport au système politique. Elle vise avant tout à poser les bases d'un cadre théorique.

L'hypothèse centrale est ici que l'émergence constitue une stratégie de légitimation pour les régimes semi-autoritaires et autoritaires. À la différence des autoritarismes postindépendances qui utilisaient déjà le développement comme source de légitimité (Bourmaud 2006), il ne s'agit plus ici de susciter la croyance en le bien fondé du régime à travers des performances spécifiques, mais plutôt à travers la promesse de performances futures. Le discours sur l'émergence repose ainsi sur un principe d'ajournement permanent (Li 2007, Chakrabarty 2009), plaçant indéfiniment les populations locales dans l'antichambre du développement. Cette situation justifie à la fois la domination des pouvoirs en place, présentés comme les seuls à même de mettre fin à cette situation, mais également leur intervention continue sur la société. Une telle stratégie nécessite cependant la mise en place de mécanismes signalant la crédibilité des engagements des pouvoirs en place, leur volonté et leur capacité d'y parvenir (voir Ferrié 2012 sur le cas du Maroc).

La présentation prête donc attention à quatre dimensions du discours sur l'émergence: 1) le contexte dans lequel il apparaît, 2) la façon dont il mobilise - ou démobilise - la population, 3) la construction de la crédibilité des pouvoirs en place, 4) les processus d'attribution de la responsabilité quant aux éventuels échec, la stratégie optimale pour les dirigeants étant de maintenir la population dans cette antichambre tout en évitant de se faire décrédibiliser par les erreurs qui le permette.

Au-delà de sa contribution à l'analyse d'un phénomène récent mais de grande ampleur, la présentation propose donc une piste pour comprendre comment des régimes (semi-)autoritaires ont pu survivre aux crises économiques des années 1980, aux plans d'ajustement structurels

*Intervenant

qui ont suivi et à la troisième vague de démocratisation. Les autocrates ne se sont pas adaptés à ces nouveaux contextes uniquement en transformant les systèmes néo-patrimoniaux qui les entretenaient (Van de Walle 2001). Ils ont également réactualisé leurs stratégies de légitimation.

Mots-Clés: autoritarisme, développement, émergence